CANDIDAT DE DÉFENSE DES LIBERTÉS

présenté par Pierre POUJADE

FRANÇAISES, FRANÇAIS,

La consultation électorale à laquelle vous êtes appelés est, sans doute, la dernière occasion qui vous est offerte de décider, par un bulletin de vote :

- si vous voulez sauvegarder vos libertés et votre patrimoine familial

OU

- si vous consentez à la socialisation;
- si vous entendez que la France soit gouvernée par les mêmes pour que « ça continue »

OU

si vous entendez élire des hommes nouveaux pour maintenir la France aux Français, indépendante et souveraine, maîtresse de son destin et de son patrimoine pour garantir la Paix dans le Monde.

En 1956, tout devait changer : les hommes du système vous l'avaient promis, quand ils ont sollicité vos suffrages.

Mais avec leur pleins pouvoirs tout s'est aggravé!

La gabegie de l'Etat et les impôts, la ruine du franc et notre dépendance de l'étranger, l'abandon de nos richesses d'Outre-Mer et l'effondrement de notre prestige se sont précipités. Ils ont tant fait que la IV République s'est écroulée sous le poids de leurs trahisons.

Le 13 Mai, un grand espoir est né : tout pouvait changer.

La venue du Général de Gaulle et son autorité ont fait espérer à l'immense majorité des Français le redressement national, par la promotion d'hommes nouveaux, le congédiement des politiciens et le changement de politique.

Ce fut le sens du référendum : en votant OUI, le Peuple français espérait que ça changerait.

Hélas, rien n'est changé!

La V^e République a réinstallé bon nombre des mêmes hommes pour précipiter la réalisation de la même politique :

- ruine de l'agriculture par les importations de choc;
- abandon des paysans à leur sort primitif;
- écrasement de l'artisanat, du commerce et de l'industrie par une fiscalité complexe et abusive et par la restriction du crédit;

WORLS

- diminution du pouvoir d'achat de l'ouvrier ;
- extension du chômage;
- création du Marché commun où l'économie française est battue d'avance par des charges trop lourdes;
 - sacrifices inutiles pour des guerres perdues d'avance.

Allons-nous continuer de payer pour des territoires qui ont été bradés?

Le déficit extérieur ne peut se chiffrer et la dette intérieure s'élève à onze mille milliards. M. PINAY disait que le Rapport des Sages établissant le Bilan de la Maison France « ne peut être publié : ce s'erait la révolution ».

Pour que ça change, pour une France nouvelle!

Pour faire barrage au collectivisme, endiguer la ruine et faire échec aux abandons, je suis pour :

- la liberté de l'enseignement, par la reconnaissance du droit souverain au chef de famille de présider à l'éducation de ses enfants;
 - une retraite décente égale pour tous;
 - l'inviolabilité de la propriété et la libre transmission du patrimoine familial;
 - l'égalité et la justice, la perception de l'impôt à la base;
 - la défense des entreprises familiales, ultimes remparts des libertés;
 - le retour au secteur libre des entreprises nationalisées;
- la reconnaissance des revendications paysannes comme revendications d'intérêt national, la parité des prix agricoles et des prix industriels;
 - l'unité indivisible du territoire.

Dans ce département riche en sites, mais pauvre en industries, mon souci constant sera : la relance des industries existantes (le textile, le peigne, l'électro-métallurgie, le bois) le déblocage rapide des crédits destinés à la construction des logements, la reconversion des usines fermées ou en voie de fermeture, le développement du tourisme et du therma-lisme, la création de centres d'éducation physique et de jeux sportifs pour les jeunes.

Ce ne seront pas les sortants, ni les salariés du système qui réaliseront ce programme : ils en sont incapables.

Ariégeois,

Déjà en 1956, par près de 8.000 voix, en faveur des candidats poujadistes, vous aviez manifesté votre désir de rénovation.

Le 23 novembre 1958, vous balaierez le système en votant pour le Candidat de Défense des Libertés.

Le Remplaçant éventuel :

Paul BONNEFONT

Tapissier-Décorateur à Foix.

Le Candidat :

Robert CHERI

Garagiste à Laroque-d'Olmes,

Membre de la Chambre des Métiers,

Administrateur aux Caisses de Sécurité Sociale
et d'Allocations Familiales.